



HAL
open science

Tsotsi: sociologie des gangs du Cap

Thibaut Dubarry

► **To cite this version:**

Thibaut Dubarry. Tsotsi: sociologie des gangs du Cap. Les bandes de jeunes, 2007, 9782707153456.
hal-03002980

HAL Id: hal-03002980

<https://hal.science/hal-03002980>

Submitted on 13 Nov 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Tsotsi : sociologie des gangs du Cap, Afrique du Sud

Thibaut Dubarry

Dans le jargon de l'Afrique du Sud, *tsotsi* est un terme utilisé pour désigner les délinquants urbains noirs, les voyous des rues ou un membre de gang. *Tsotsi* est une déformation de "*tsotsa*", qui signifie en langue *sesotho* "habillé de façon voyante". Leur histoire remonte aux gangs de prison du début du XX^e siècle et aux célèbres gangs des années 1930 qui sévissaient dans les banlieues de Johannesburg. Les propos de Nelson Mandela dans son autobiographie « La longue marche vers la liberté » décrivent bien les conditions de vie des *tsotsis* de l'époque : « Les gangsters, appelés *tsotsis*, armés de crans d'arrêt, étaient légion. À l'époque, ils imitaient les vedettes des films américains et portaient chapeau mou, costume croisé et cravate aux couleurs vives [...]. Il y avait les grands *tsotsis*, en costumes zizou, et les petits *tsotsis*, les arnaqueurs. » Aujourd'hui, le terme « *tsotsi* » désigne les jeunes délinquants à la dérive alors qu'il avait à l'époque une connotation plutôt « glamour » du banditisme. Au costume zizou s'est substitué le jogging américain, les Nike/Reebok et, souvent, le pistolet à la ceinture...

Il n'existe aucune définition véritablement consensuelle du gangstérisme. Il faut cependant préalablement distinguer le crime organisé, des syndicats du crime et des gangs. En général, les gangs tendent à être moins structurés que les syndicats. Ils sont souvent basés sur un territoire, leurs activités criminelles sont moins sophistiquées que celle des syndicats, leurs membres sont en moyenne plus jeunes et ils s'identifient eux-mêmes par le nom du gang. Les membres du gang ont le sens de la cohésion qu'ils renforcent en créant une atmosphère de peur et d'intimidation.

Les principales caractéristiques des gangs sont celles-ci :

1. Le nom du groupe : *Cape Town scorpion*, *Restorama kids*, *Gambling boys*, *Stupids*, *Dirty Bastards*, *Mafias*, etc.
2. Le territoire appelé *turf* qui est délimité par des graffiti.

3. Le code vestimentaire : des vêtements d'une couleur ou d'une marque particulières par exemple.
4. Des signes tels que les chaînes en or, des piercings, des dents en or ou des diamants.
5. Des tatouages.
6. Des communications à travers des signes de la main.
7. L'utilisation de l'argot qu'on appelle au Cap le *Kombuis*.
8. Des armes : qu'elles soient à feu ou blanche.

Les gangs, s'ils ont les mêmes caractéristiques, peuvent être classés, selon le *National Institute for Crime Prevention and Rehabilitation of Offenders* (NICRO), en 7 catégories :

1. Les *corner kids* : généralement au dessous de douze ans, ils sont dans la rue en raison de la promiscuité chez eux. Leur groupe constitue un substitut de la famille où le père est souvent absent. Ils vivent dans le même *block* de rue. Parfois, ils travaillent pour des gangs plus âgés en échange de cigarette ou de dagga (haschich).

2. Les *defence gangs* : ils naissent d'un besoin de se défendre physiquement. Ils sont bien organisés et se distinguent des autres gangs en ce qu'ils ne veulent qu'arrondir leur fin de mois. Ils ne font généralement pas de *hijacking* mais plutôt des cambriolages.

3. Les *Community Protection Units* : ce sont des gangs formés par des résidents en réponse aux gangs de leur quartier. Ils sont généralement âgés et passent leurs soirées à patrouiller les rues.

4. Les *reform gangs* : ce qui les distingue des autres gangs est qu'ils ne sont pas formés dans les rues mais dans les maisons de correction. Éloignés de leurs parents, amis et s'ennuyant dans l'institution, les adolescents se joignent aux gangs par amitié et pour se faire protéger.

5. Les *gangs de prison* : la plupart des détenus appartiennent à un gang. Il est impossible de faire une peine sans avoir été recruté par l'un des nombreux gangs sévissant en prison. Si le détenu refuse de faire partie d'un gang, il est brutalisé et violé.

6. Les *mafias* : les mafias se constituent de frères ou de cousins plutôt que d'amis. Elles ont une plus grande influence que les gangs traditionnels et leurs activités sont plus diversifiées. Certains se spécialisent dans le vol de voitures, d'autres dans la prostitution par exemple.

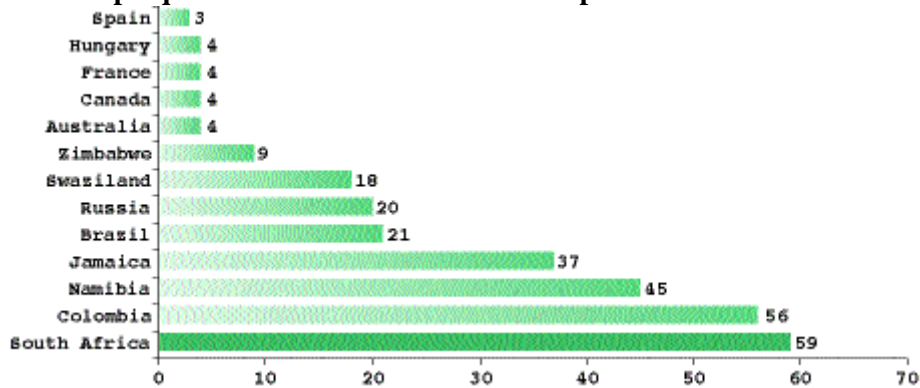
7. Les *syndicats* : ils sont souvent décrits comme des *businessmen* puissants mais étant actifs du mauvais côté de la loi. Ils organisent des groupes de dealers qui, souvent, ont un monopole de vente sur les drogues ou les voitures par exemple.

Se posent plusieurs questions : pourquoi l'Afrique du Sud est-elle aussi violente au point d'être le pays abritant le plus grand nombre de gangs au

monde ? Quels sont les engrenages qui amènent de nombreux très jeunes adolescents à entrer dans un gang ? Comment se structurent les gangs ? Ne peut-on pas lire dans la *praxis* du gangster une volonté de légitimer son activité criminelle ? Autrement dit, n'y aurait-il pas une théodicée de la déviance au sens où l'entendait Max Weber pour le bonheur ? « L'homme heureux – écrivait-il [Weber 1996, p. 337] – se contente rarement du fait d'être heureux ; il éprouve de surcroît le besoin d'y avoir *droit*. Il veut aussi être convaincu qu'il 'mérite' son bonheur [...] Le bonheur veut être légitime ». On tentera donc d'analyser en quoi la déviance, c'est-à-dire « tout comportement qui transgresse des normes collectivement établies dans une société donnée ou dans un groupe social donné », tente d'être justifiée et légitimée. Pour Howard Becker [1985], la déviance n'est pas seulement l'acte d'une personne déviante, mais aussi la conséquence des réactions des autres personnes à l'acte déviant : « La déviance est une propriété non du comportement lui-même, mais de l'interaction entre la personne qui commet l'acte et celles qui réagissent à cet acte ». On s'interrogera donc aussi sur le regard et l'attitude qu'une partie de la société sud-africaine a sur la délinquance urbaine.

L'Afrique du Sud est souvent citée comme l'un des pays les plus violents au monde. On parle selon l'expression locale de « world capital of crime ». On ne peut comprendre l'importance du phénomène des gangs sans avoir à l'esprit la violence de l'environnement sud-africain.

Graphique 1 : Nombre total de meurtres pour 100 000 habitants



source : Interpol

Le meurtre est le crime le plus approprié pour comparer le niveau de violence entre les pays. En effet, il n'y a pas de querelle définitionnelle. La plupart des meurtres sont enregistrés en raison de la gravité de l'acte. En 1998, l'Afrique du Sud avait, avec 59 meurtres pour 100 000 habitants, le plus haut taux de meurtre au monde suivi de la Colombie et ses quelques 56 meurtres pour 100 000 habitants.

Les crimes et délits en Afrique du sud ont commencé à s'accroître durant le milieu des années 1980, puis à nouveau et de manière spectaculaire au début des années 1990. L'espoir que décroissent les crimes violents après la fin de l'*apartheid* a été terni.

Les évolutions du crime dans les grandes villes d'Afrique du Sud suivent dans l'ensemble la tendance nationale. Une comparaison intra nationale montre que les taux de crime sont les plus élevés à Johannesburg suivi de Pretoria, du Cap puis de Durban. Le taux de criminalité dans toutes ces villes à l'exception de Johannesburg a augmenté depuis 1994. Le souhait d'une diminution de la violence que beaucoup attendaient avec l'arrivée au pouvoir de Mandela n'a pas été exaucé. Le taux de criminalité pour 1999 par exemple indique que le nombre de meurtres est resté très élevé [Schöntheich 2000, p. 1-4] et s'est accru de 3 % tandis que la population augmentait de 4 %.

Pourquoi donc l'Afrique du Sud a-t-elle un si haut niveau de criminalité ?

Il n'y a pas, on verra, de réponse univoque. Mais plutôt une série de réponses qui se combinent entre elles. De telles explications prennent en compte l'impact de la transition socio-économique et politique, les liens entre le passé violent du pays et l'actuel comportement des *tsotsis*, l'impact de la prolifération des armes à feu, la croissance du crime organisé, les changements structurels de la démographie et les conséquences d'une justice aux moyens financiers limités d'une part, et parfois corrompue ou mal organisée d'autre part.

Bien que les niveaux de crime soient élevés en Afrique du Sud, la criminalité n'affecte pas, loin de là, tout le monde uniformément. La probabilité qu'une personne soit victime d'un crime/délit est fortement influencée par son âge, son sexe, son niveau de revenu, son lieu de résidence, son cercle d'amis et de proches. Le risque d'être victime de violences interpersonnelles semble être plus élevé si l'on est jeune, pauvre et résident d'un *township*. Inversement, les résidents plus âgés habitant dans la banlieue seront plutôt victimes de vols. Le risque de *hijacking* est par contre uniformément diffus dans la population.

Outre les difficultés évoquées précédemment pour mesurer les différents taux de criminalité, il est nécessaire de rappeler qu'historiquement les statistiques étaient divisées entre différentes agences de polices. La police sud africaine excluait par exemple les crimes commis dans les États TBVC¹ et le KwaZulu Natal. Ce qui implique qu'une proportion non négligeable de crimes n'ait pas été comptabilisée avant 1994. C'est pourquoi, les statistiques d'avant 1994 doivent être manipulées avec précaution.

¹. Les TVBC correspondent aux Bantoustan du Transkei, du Bophuthatswana du Venda et du Ciskei.

La violence de l'*apartheid* était à la fois d'ordre physique et symbolique². Une multitude de lois « sécuritaires » draconiennes vont se mettre en place entre le milieu des années 1950 (sous l'égide du pasteur Malan) et la fin des années 1980. Un comportement considéré comme normal dans une société libre était criminalisé tels que les grèves, vivre ou se promener dans une zone réservée aux gens d'une autre « race », les relations interraciales, la possession d'une littérature subversive depuis le *Kama Sutra* jusqu'au *Capital* de Marx.

Tandis que la légitimité du gouvernement sud-africain déclina et que l'opposition à sa politique s'intensifia, la distinction entre comportement politique jugé déviant et criminel devint floue. Toute infraction aux règles de l'*apartheid* était classée comme délit voire crime. L'État commettait des crimes au nom de son idéologie raciste et adoptait une attitude méprisante quant au respect des lois fondamentales tant il souhaitait terrasser ses opposants politiques. Ces derniers engagés dans la lutte, particulièrement à partir du milieu des années 1980 vont eux justifier leur violence au nom de l'iniquité du système. Ainsi la société sud-africaine était-elle en proie à une guerre des légitimités qui se cristallisent avec notamment le massacre de Sharpeville en 1960, symbole de la brutalité du régime d'*apartheid* et qui marque le début de la résistance armée des noirs.

Dans les vingt années précédant la fin de l'*apartheid*, le crime aurait augmenté d'environ 35 % alors même que la population aurait faiblement progressé entre 1970 et 1990.

La criminalité tend en effet à augmenter. Durant les périodes de transition politique couplée avec de l'instabilité et un climat de violence, les activités de la police sont orientées vers le rétablissement de la paix civile et sont moins occupées par la répression des actes délictueux. Les liens de la communauté forgés afin de répondre aux agressions de l'État ont un effet inhibiteur sur certains types de crimes. En Afrique du Sud, les campagnes anti-crime dans les *townships* dans les années 1980 furent lancées par des organisations civiques locales. La période de négociation post-1990 brisa ces liens : l'affaiblissement de la répression étatique et la transition apporta un conflit à l'intérieur même de la communauté [Shaw 1995, p. 9]. La violence affaiblit donc le contrôle social en produisant des groupes marginaux reliés par le crime pour « survivre ». Cela aboutit à accroître le niveau de criminalité tout spécialement chez les jeunes des *townships*.

De plus, le bouleversement politique provoqua une augmentation des règlements de compte. Contrairement à l'idée reçue, beaucoup de *tsotsis*, notamment du Cap, tuèrent des blancs... militant contre l'*apartheid*, des

². On peut se reporter à l'excellent livre de Francois-Xavier Fauvelle-Aymar qui, s'il ne se focalise pas sur l'histoire de l'*apartheid*, traite de *L'Histoire de l'Afrique du sud* dans son ensemble.

activistes pro *apartheid* ayant trouvé dans des jeunes désœuvrés des *townships* des tueurs à gages bon marché.

COMMENT COMPRENDRE QUE L'AFRIQUE DU SUD PUISSE ETRE UNE SOCIETE AUSSI VIOLENTE ET DETIENNE LE RECORD DU NOMBRE DE GANGS ?

Il semble qu'il y ait un lien entre la transition politique de la dernière décennie et la croissance du taux de criminalité. Tous les pays ayant connu une transition démocratique ont peu ou prou été victimes d'un regain de violence, le temps que se reconstituent les institutions démocratiques [Shaw 1997, p. 1]. La transition sud-africaine aboutit à une restructuration du système de justice criminelle : abolition d'un certain nombre de lois et promulgation de nouvelles. Par conséquent, beaucoup de fonctions judiciaires ont été affaiblies. De plus, le personnel de police habitué à travailler dans un système à l'ordre autoritaire a dû connaître un temps d'adaptation pour à nouveau travailler dans une structure s'inscrivant dans un État de droit et régi par l'*habeas corpus*.

Certaines explications susceptibles d'éclairer la violence se réfèrent à l'histoire de l'Afrique du Sud suggérant que les familles souffrent de « violence institutionnalisée » depuis des décennies. La violence politique semble avoir détruit bon nombre de familles en minant notamment le contrôle parental sur les enfants. À cela s'ajoute le drame déstructurant du sida qui touche jusqu'à 50 % des habitants des *townships* et qui décime bon nombre de pères et mères de familles...

Afin de déstabiliser les gouvernements locaux blancs (Homeland ou Bantoustan), de violentes campagnes ont été menées contre, notamment, les policiers noirs. Ces campagnes de déstabilisation visant *in fine* la pérennité des ségrégations ont contribué à nourrir une culture de l'impunité, de la violence et de la méfiance à l'égard de l'autorité ainsi qu'à une anomie tant au sens de Durkheim³ que de Merton⁴ [Kane-Berman 1993]. Peu a été fait depuis 1994 pour renverser cette tendance et réaffirmer l'État de droit. Il en résulte que la culture de la violence a fait de cette dernière un moyen de combler ses besoins et de résoudre les conflits, qu'ils soient

³ Situation où se trouvent les individus lorsque une partie des règles sociales qui orientent leurs conduites et leurs aspirations perdent leur pouvoir, sont incompatibles entre elles ou lorsque, minées par les changements sociaux, elles doivent céder la place à d'autres. Durkheim a montré que l'affaiblissement des règles imposées par la société aux individus a pour conséquence d'augmenter l'insatisfaction et, comme diront plus tard Thomas et Znaniecki, la "démoralisation" de l'individu.

⁴ L'anomie ne désigne plus l'affaiblissement des règles susceptibles de délimiter les objectifs des individus mais une inadéquation entre les objectifs qu'une société fixe à ses membres (l'opulence notamment dans une société de consommation) et les moyens qu'elle leur donne pour les atteindre de façon légitime. Les crimes, les vols, les autres comportements déviants auxquels certains ont recours pour atteindre ces objectifs sont alors l'expression de l'anomie selon Merton.

domestiques, sociaux, ou professionnels. Le rapport Nedcor parle ainsi « d'intolérance meurtrière ».

La société sud-africaine est lourdement armée. Selon les registres de la police, plus de 3,5 millions de Sud-africains possèdent légalement 4,2 millions d'armes à feu, plus de la moitié étant des pistolets. On estime à environ 6,5 millions le nombre d'armes illégales circulant dans le pays. Du fait de frontières particulièrement poreuses et du coût peu élevé des armes à feu, de nombreux adolescents sont susceptibles de les acheter.

Il est probable que les gangs soient derrière un nombre significatif de vols avec violence tels *hijacking*, vols « simples » de voiture, cambriolage... On ne sait, cependant, dans quelles proportions exactes le phénomène des gangs a augmenté [Shaw 1998, p. 1].

Il y a une forte corrélation entre l'âge et le crime ; « la chose probablement la plus importante à propos du crime est qu'il est commis principalement par des adolescents et des jeunes adultes » [Smith 1995, p. 395]. Bien qu'aucun chiffre national ne puisse étayer notre propos, les chiffres de mise en accusation de la ville du Cap indiquent que les jeunes hommes âgés de 18 à 20 ans ont trois fois plus de chance d'être accusés de vols que les jeunes de 20 à 23 ans. Or, l'Afrique du Sud a une population jeune. Selon le dernier recensement de 1996, un tiers de la population sud-africaine a moins de 15 ans. Au total, 44 % avait moins de 20 ans [*The People of South Africa Population Census 1996*].

L'urbanisation est un phénomène mondial ; les taux de criminalité sont toujours plus importants dans les villes que dans les zones rurales. La densité, par exemple, explique que du fait de la plus ou moins grande concentration de gens, il y ait un processus de compétition pour des ressources limitées (notamment en matière d'emploi) ainsi qu'un plus grand stress et, partant, une augmentation du risque de conflits. *De facto*, l'Afrique du sud est le troisième pays le plus urbanisé d'Afrique : 56 % des sud-africains vivent en ville.

Les performances médiocres du système judiciaire ne doivent évidemment pas être interprétées comme une cause de crimes et délits. Le but premier de la justice est de juger, de condamner aussi justement que rapidement les crimes et délits. Or, en 1999 les statistiques donnent une image des limites du système judiciaire sud-africain. Sur 2,4 millions de crimes enregistrés par la police, seuls 200 000 aboutiront à une condamnation des coupables [Cf. Schönreich 1999]. Le taux est de 2 % pour les *hijacking* et 8 % pour les viols. La majorité des crimes et délits (et pas seulement en Afrique du Sud) est commise par une relative petite proportion de criminels. Entre 10 et 20 % des criminels seraient responsables de 80 % des crimes perpétrés. Ce sont souvent des criminels professionnels impliqués soit dans la *mafia*, soit dans les gangs. Pour que le système judiciaire inspire plus la confiance aux victimes, il est nécessaire de restructurer et

d'améliorer les capacités punitives/restauratrices d'un Etat dont la police et ses « bavures » ruinent l'image du système judiciaire dans son ensemble : en effet, en 1996 par exemple, un policier sur six, soient 17500 policiers ont été mis en examen à la suite de plaintes diverses, pour meurtre, viol, conduite en état d'ivresse etc., 355 ont été condamnés et près de 4500 procédures disciplinaires engagées.

L'un des paradoxes du gangstérisme dans les *Cape Flats* est qu'il semble recevoir dans une certaine mesure un soutien de la communauté. C'est donc en contradiction avec la vision traditionnelle d'un crime organisé comme un phénomène antisocial tel qu'il est décrit dans maintes publications alimentées par les universitaires ou les politiques. On peut penser par exemple à la fameuse description donnée par Kofi Annan⁵ où il qualifie le crime organisé de « société *acivilisée*, une force diabolique qui défait le bon travail de la société civile ».

La partie présente tentera d'explorer les relations entre le crime organisé et les communautés qui font les *Cape flats*. Plus précisément, on verra pourquoi la communauté soutient parfois des criminels et l'impact qu'elle a sur la construction de ces derniers.

Il n'est évidemment pas question ici de faire l'apologie du crime organisé. Force est de constater que les externalités négatives sont non négligeables. Cependant, les analyses traditionnelles de l'impact social du crime organisé ont tendance à être trop simplistes. Dans les *Cape flats*, zone où sont situés les *townships* du Cap, nul doute que la violence ne cesse de ronger le tissu social. Pour autant, l'économie criminelle ne saurait être considérée seulement comme une menace pour la société. La frontière entre économie criminelle et économie légale est floue. C'est pourquoi dit Ashley⁶ « ici tout le monde est un gangster. Si tu ne fais pas du *hijacking*, tu profites de voitures ou autres biens volés. Tout le monde fait ses courses au marché noir ». Difficile donc d'avoir un raisonnement manichéen. À croire les gangsters et Michael, le commissaire responsable du *township* de Bontheuwel, ceux qui ne volent pas sont souvent coupables de recel.

Dans des zones qui sont négligées à la fois par les capitaux et par l'État, l'économie criminelle peut développer des dimensions sociales. Le crime organisé peut représenter une réponse rationnelle à la survie et, plus durant l'*apartheid* qu'aujourd'hui, à la résistance. Aussi est il nécessaire d'apprécier à la fois la dimension anti-sociale du gangstérisme et ses aspects sociaux.

⁵. En 2001, dans sa conférence sur la convention du crime organisé transnational qui est téléchargeable sur le site Internet : <http://www.odccp.org/>.

⁶. Ashley est un gangster la nuit, vendeur de fruits et légumes le jour.

L'économie criminelle des *Cape flats*.

Le Cap fournit un des exemples les plus marquants des crises urbaines attribuées au capitalisme moderne. À nulle autre pareille, Le Cap est une ville de contrastes et de fragmentations sociales, construite d'abord sur les politiques de l'*apartheid*, avec le *Group area act*⁷ et les *pass laws*, puis par les dynamiques de l'économie de marché. La population du Cap est profondément polarisée, à la fois socialement et ethniquement. Ainsi, les blancs vivent dans une aire cosmopolite à la base de la *Table mountain* et sur la côte, une région rapidement prisée par les touristes.

La vaste majorité des non blancs vit dans les *Cape flats*. À l'intérieur même de cette région, une ségrégation à la fois ethno raciale et économique existe. La population la plus importante étant composée par les communautés *coloured* et la moins nombreuse mais la plus dense dans les *townships*, la communauté africaine.

Bien qu'il y ait des différences de niveau de vie d'un township à l'autre, l'on peut pourtant généraliser en affirmant que la zone des *Cape flats* est d'une pauvreté effarante. Le taux de chômage est extrêmement élevé. Une récente étude a montré que le taux de chômage pour l'ensemble de la zone avoisinait les 50 %. Pour les moins de trente ans, le taux dépasserait les 60 %.

C'est par conséquent le foyer d'un vaste nombre de familles déstructurées qui vivent de manière plus ou moins précaire et peu ou prou en dehors de l'économie formelle, les sociologues les qualifient d'« exclus sociaux ».

En sus de revenus modestes, les habitants de la région doivent faire avec des infrastructures des *Cape flats*, héritages de l'*apartheid*, qui sont outrageusement délabrées et ce, en dépit des efforts fait par l'ANC⁸ : hôpitaux et écoles spécifiquement sont surpeuplés et mal équipés.

C'est dans ce contexte que l'on trouve le plus de caractéristiques sociales dépressogènes partagées par d'autres ghettos urbains tels que :

- 1. Problèmes de santé chronique d'autant plus invalidants qu'ils sont mal soignés.**
- 2. Dépendance aux drogues**
- 3. Fragmentation familiale**
- 4. Absentéisme scolaire**

⁷. Ségrégation physique et spatiale opérée en 1950 qui a séparé chaque race. Les *coloured* seront mis dans le district 6 par exemple.

⁸ Le Congrès national africain (ou ANC pour *African National Congress* en anglais) est un parti politique d'Afrique du sud membre de l'Internationale socialiste. Créé en 1912 pour défendre les intérêts de la majorité noire contre la domination raciste blanche, il fut déclaré hors-la-loi par le Parti National pendant l'*apartheid* en 1960. Il est relégalisé en 1990 alors que l'*apartheid* est aboli en juin 1991.

5. Haut taux de conflits et violence interpersonnels impliquant l'utilisation de couteaux et d'armes à feu.

Dans les *Cape flats*, le taux d'homicide entre 2004-2005 était de 91 pour 100 000 habitants. En 2003, 4 enfants meurent à la suite d'une guerre des gangs qui fait rage la nuit dans les *townships*. Issu d'un reportage sur l'expérience de la violence sur des enfants, le *Cape Argus* de janvier 2004 affirmait que :

« 97 % des enfants interrogés ont affirmé avoir déjà entendu des coups de feu, près de la moitié a vu le cadavre d'un inconnu et presque autant a vu le cadavre d'un proche mort par balle. Beaucoup ont vu quelqu'un se faire poignarder ou tirer dessus et près d'un tiers a vu quelqu'un se faire poignarder ou tirer dessus dans leur propre maison. L'étude montra qu'un enfant sur dix avait connu une fusillade dans un taxi, un sur cinq connaissait quelqu'un qui avait été tué dans un bus. En outre, une autre étude menée dans le township de Khayelitsha a montré que 17 % des enfants souffraient de symptômes post-traumatiques ».

Il est compréhensible que les hauts niveaux de violence aient fait des délinquants les « princes » de ces régions. Bon nombre de celles-ci sont considérées en effet comme des zones de « non droit ». L'État a été incapable de juguler la violence même par le biais de tactiques policières offensives, quoique sporadiques. Ainsi, durant les cinq dernières années, on a pu assister dans les *Cape flats* à plusieurs séries d'opérations spéciales destinées à arrêter des *tsotsis* bien connus des services de police. Il semble que ces mesures n'aient en aucun cas diminué la criminalité et donc le nombre de *tsotsis*. Le seul résultat indéniable de ces opérations est une spectaculaire augmentation du nombre de détenus en prison. On estime le nombre de prisonniers à plus du double des capacités d'accueil, une écrasante partie étant des « coloured ». Il serait trompeur de suggérer que les *Cape Flats* est le foyer le plus important du crime organisé en Afrique du sud. Pour autant, l'économie informelle, telle que la prostitution, le *deal*, la vente d'armes et le recel représentent un secteur majeur de l'économie locale.

Le modèle de l'économie criminelle des *Cape Flats* ressemble au modèle de la mafia sicilienne développée par Henner Hess [Hess 1973]. Il comprend une série de domaines criminels, chacun centré sur une personne plus puissante appelée « chef de gang » ou seigneur de la drogue. Chacun de ces « domaines » a une base de soutien, ce que Hess appelle *Cosca*. Pour la majeure partie, cette base comprend une association de gangs de rue et de criminels de carrière, tous communément appelés *gangsters*. En plus de cette base, chacune de ces élites criminelles s'appuie sur un nombre varié de partenaires: entrepreneurs étrangers, policiers, hommes politiques locaux. La somme de ces

associations de malfaiteurs est appelée par Hess, *partito*, une aire de l'économie criminelle où la distinction entre crime en col blanc, crime organisé et crime d'État est floue.

Le nombre de domaines criminels est difficile à établir tant il fluctue dans le temps. Cependant, il semble y avoir entre dix à vingt hommes qui soient au contrôle d'aires significatives des *Cape Flats* et qui partagent les caractéristiques de l'élite criminelle.

Les parcours de ces hommes se ressemblent. Tous ou presque sont originaires des pauvres communautés *coloured* où ils ont passé la totalité de leur vie. Ils sont par conséquent des « locaux ». Cependant, dès lors qu'ils ont de l'argent, ils achètent plusieurs pavillons dans les banlieues riches (parfois qualifiées de *gated communities*, c'est-à-dire des *ghettos* de riches) pour s'y installer tout en possédant d'autres maisons (*shebeens*) dans les *Flats* qui sont à la base de communautés informelles où drogue et alcool sont vendus.

Il a fallu avoir recours à la violence : agression contre la police et/ou contre les rivaux pour arriver en haut de la pyramide. Des rites de passage consistant à braver des interdits tels que *hijacking* voire viols ou meurtres structurent la vie du gang. Les chefs de gang, quoique non éduqués, sont fréquemment dotés, selon les dires de Michael le commissaire, d'un bon intellect : « Ils ont quitté l'école tôt, aucun n'a fait d'étude puisqu'ils sont généralement anti-sociaux. Pourtant, ils ont l'esprit vif. Ils ont un bon sens de la stratégie et des bonnes notions de *business*. » Tous sans exception sont passés par la prison et sont membres de l'un des nombreux gangs de prison, bien qu'ils ne soient en général pas bien classés : le pouvoir à l'extérieur ne signifie pas la puissance à l'intérieur.

Leurs réussites personnelles sont donc dues à leurs capacités à contrôler la distribution et la vente d'alcool/drogue dans leur fief. De plus, certains contrôlent l'industrie locale du sexe, des voitures volées, la vente d'armes à feu. Cependant, chacun a en plus un large éventail d'entreprises : hôtels, transport public, garage, magasins et bateaux de pêche.

La relation entre l'élite criminelle et les gangs de rue est ambiguë et souvent mal comprise. En dehors des *Cape flats*, les habitants du Cap considèrent souvent que tous les dealers sont des chefs de gang. En réalité, la majeure partie de l'élite criminelle a adhéré à un gang durant leur jeunesse. Néanmoins, tous les leaders de l'économie criminelle n'appartiennent pas à un gang même s'il y a souvent des affiliations. À l'intérieur de cette toile, il n'est pas rare qu'il y ait des règlements de compte. Un gangster explique : « C'est une sorte de guerre permanente, t'es jamais tranquille. Si t'es pas sur tes gardes, t'es un homme mort. Si tu défends pas ton territoire t'as plus aucun crédit, t'es aussi un homme mort. Dans tous les cas, t'es un homme mort » (rires).

Des moyens plus pacifiques ont été mis en œuvre, quoiqu'avec des succès limités, pour lier la structure criminelle des *Cape flats*. Par exemple durant l'intensification du Pagad⁹ (*People Against Gangsterism and Drugs*), de nombreux leaders du crime organisé se lièrent en un syndicat connu sous le nom de la Firme [Dixon, Johns 2001]. Selon les membres de la Firme, l'organisation avait vocation de coordonner les ventes de drogue et d'augmenter la protection des dealers. Aujourd'hui les spécialistes ne savent pas véritablement évaluer ni la capacité organisationnelle de la Firme ni même sa portée sur la structure criminelle des *Cape flats*.

La base

La base de chaque domaine criminel est composée de membres de nombreux gangs. Une infime minorité peut opérer en autonomie en dehors des domaines. C'est particulièrement vrai en marge des *Cape flats*, incluant les aires plus rurales.

Il est presque impossible de savoir exactement combien de gangs sévisent dans les *Cape flats*. Selon les experts de la police, il y en aurait approximativement 120. Le chiffre est sans doute, selon Michael le commissaire, plus élevé. Rien que dans le *township* de Bonteheuwel, on estime à 30 le nombre de gangs. En 1984, Don Pinnock avait comptabilisé déjà plus de 100 000 membres de gangs [Pinnock 1984]. Aujourd'hui le commissaire Michael Willhelm affirme que le chiffre a doublé au minimum. L'âge moyen est de 16 ans, même si l'on retrouve des personnes plus âgées...

À l'aune du nombre de gangs, l'on peut imaginer qu'il y ait un large éventail de structures et de caractéristiques. Des 120 gangs des *Cape flats*, un petit nombre seulement est devenu plus important que les autres. On les appelle les *Primary gangs*. Les deux plus gros gangs sont les *Americans* (30 000 membres) et les *Hard living boys* (15000 membres). Ils opèrent désormais dans toute la région. La fin de l'*apartheid* n'a, semble-t-il, en rien modifié la structure des gangs. Elle a par contre modifié les modes de légitimation de la violence : à la résistance proclamée par certains gangsters interrogés contre l'iniquité de l'*apartheid* s'est substituée depuis l'arrivée de Mandela une revendication contre l'injustice d'un Etat social absent des *Flats*. Selon certains sociologues en effet, la violence que les gangs exercent a aussi pour vocation et pour symbole la demande d'une reconnaissance de leur souffrance et d'une présence plus affirmée de la « main gauche de l'Etat ».

Une hiérarchie gouverne chacun de ces *Primary gangs*. Au sommet se trouvent quelques hommes qui partagent le commandement et peuvent être

⁹. Un gang qui s'est formé contre... le gangstérisme.

considérés comme l'élite criminelle. La hiérarchie passe ensuite par un petit nombre de « généraux » qui sont responsables de petites zones du Cap et qui mobilisent les membres en cas de conflit. Viennent ensuite les membres *ad hoc* qui, parfois, ont des tâches précises et sont appelées en fonction de la fonction assignée : « officier », « financier », « assassin », « garde du corps »...

Il est important de noter que la majorité des membres non qualifiés des *Primary gangs* ne sont pas impliqués directement dans les activités criminelles de la sphère supérieure. Les intérêts du *business* de celle-ci sont détachés du reste du groupe. En effet, la majorité des membres de base sont plus consommateurs que vendeurs à grosse échelle de drogue, qu'il s'agisse de la *mandrax*, très prisée, de l'*ice* ou de la *dagga* (herbe).

En raison de leur nombre élevé, les membres des *Primary gangs* n'agissent pas en masse. Cependant, soutenir l'unité du gang et l'identité collective est une gageure quotidienne. Elle passe par une combinaison de culture partagée (ainsi les membres des *Americans* comptent en dollar, arborent chez eux un drapeau américain et ont pour slogan, *in God we trust, in money we believe*), par une animosité générale à l'égard des *outsiders* et par la transmission de l'histoire du gang : un gangster raconte longuement l'histoire des batailles et du leader du gang. Le discours est apologétique : « Joshua est brillant. Il sait tenir ses hommes comme nul autre. Il a compris toutes les stratégies pour que les *Bastard kids* soient meilleurs que les *Funky kids*. »

Une pléthore de petits gangs se forment et se défont sur une base régulière. La plupart de ces gangs à durée de vie très courte sont souvent composés de moins de dix individus. Contrairement aux *Primary gangs*, les petits gangs sont égalitaires et partagent un territoire commun (*turf*). Raison pour laquelle, les *Cape flats* ont un *patchwork* de territoires en proie aux gangs confinés dans des « blocks » de quartier.

La corruption

Les relations entre l'élite criminelle et les nombreux *businessmen* sont la dimension la plus ardue à aborder. Au niveau de la représentation, seuls 4 % des citoyens croient qu'il n'y a pas de corruption dans la police. Il est difficile d'établir dans quelle proportion il existe une collusion entre policiers et gangsters. Comme l'a dit lors d'un colloque Stephen Ellis, chercheur sud-africain :

« Quelques gangs ont développé des relations très proches avec les forces de sécurité. Ce qui a produit à l'intérieur de quelques sections des forces de sécurité une attitude pour le moins ambiguë à l'égard de certains types de crime. Durant la dernière phase de la guérilla, des officiers de police et de l'armée ont même développé leurs propres en-

treprises criminelles : trafic d'armes, de bijoux, d'ivoire et de haschich. Le tout pour financer en partie leurs milices informelles opposées à l'ANC et au SAPC. »

Dans les *Cape flats*, durant l'*apartheid*, des gangsters importants ont été impliqués dans des attentats et des assassinats politiques. En échange, la police leur fournissait des armes et leur garantissait l'immunité ainsi qu'une relative liberté pour conduire leurs activités illégales. Néanmoins, la fin de des ségrégations institutionnalisées n'a pas enterré la corruption.

Outre les liens avérés avec la police, les activités de l'élite criminelle côtoient celles de nombreux autres professionnels qui les protègent et leur permettent d'étendre leur fortune, tout spécialement les avocats qui ont la charge de leur éviter la prison et les consultants en *business* qui développent leurs stratégies.

Les paradoxes du gangstérisme

Bien que la criminalité soit condamnée par l'ensemble des médias et hommes politiques, tous les résidents des *Cape Flats* ne répondent pas avec la même violence face à l'économie criminelle. Il n'est pas rare même que certaines communautés montrent un soutien ostensible à des criminels pourtant honnis partout ailleurs. Les habitants des *Cape Flats* sont à la fois victimes du gangstérisme, on l'a vu, et soutiennent certains gangsters.

Comment comprendre ce paradoxe ?

Le soutien aux criminels passe par exemple par le fait de fermer l'œil ou de donner des fausses informations aux policiers. Cependant, le soutien est parfois explicite et actif. Dans le *Mail and Guardian*, durant le procès de Rashied Staggie, ancien chef charismatique des *Hard Living*, des femmes ont hurlé : « Viva Staggie ! C'est le don de Dieu ! Il est le héros du peuple ! »

Une peinture murale a été installée près de chez lui qui n'est pas sans rappeler le culte de la personnalité de hauts dignitaires communistes. Un membre de l'Église explique :

« Dans ce *township*, 60 % des habitants sont soit au chômage, soit vivent d'une allocation. Un des chefs de gang valait 40 millions de rand. Il a été arrêté par la police et la communauté a réagi violemment. Je veux dire qu'il y a eu des scènes horribles. En une nuit, ils ont récolté un million de rands pour le bail du chef de gang ! Pour une communauté aussi pauvre, trouver autant d'argent en dit beaucoup sur la stature de la personne. La communauté l'a vue comme étant une victime de la brutalité policière. »

La seule tentative jusqu'à présent de rassembler des données sur l'attitude sympathique de la population à l'égard des criminels a été effectuée par le POS (*Public opinion service*) via une enquête téléphonique conduite en 1996 et 1997. Sur un échantillon de 500 personnes, seules 14 % répondent que « les gangs font une contribution positive à la communauté locale ». 45 % considèrent que les gangs sont « la plus grande menace à la collectivité locale ». 49 % affirment par ailleurs que la violence criminelle est le problème le plus important auquel le gouvernement doit faire face.

Cependant, l'une des faiblesses sérieuses de cette enquête (outre celle inhérente à la méthode téléphonique) est l'ambiguïté du concept de gang. En effet, gangs et gangstérisme sont des concepts qui participent d'un phénomène large. La plupart des membres de base du gang des rues tendent à avoir un comportement anti-social. Pour autant, l'élite criminelle, semble-t-il, a à la fois les moyens et les raisons de développer des relations plus amicales avec la communauté. Dans son étude sur la violence dans les *Cape Flats*, Stefen Jensen explique bien cette distinction :

« Les gangs de rue sont généralement considérés comme causant plus de dommages aux gens ordinaires du *township* à travers les vols, les cambriolages, les agressions ou les simples intimidations. Tandis que les gros « *dealers* » sont faciles d'accès, les « *laities* » (jeunes gens) sont incontrôlables. »

Trois raisons principales peuvent être identifiées pour comprendre pourquoi l'élite criminelle est soutenue :

1. en fournissant des revenus,
2. *via* la gouvernance de la communauté,
3. *via* des actes de philanthropie.

Par cette approche, on tient compte des études classiques du crime social fournies par un groupe d'historiens marxistes à l'image d'Eric Hobsbawm [2000]. À travers cette étude des « bandits sociaux », ces universitaires ont dévoilé comment les activités illégales étaient tolérées voire soutenues par les communautés paysannes en raison de leur défiance à l'égard des lois qui visaient, selon eux, à protéger les richesses des classes dominantes. « Les bandits sociaux, écrit-il, étaient des paysans hors la loi que l'État et le seigneur considéraient comme criminels mais que les gens voyaient comme des héros, des champions, des combattants de la justice et de la libération ». Cependant, comme l'a parfaitement montré Hobsbawm, le « crime social » n'était pas perpétré par des Robin des bois romantiques, mais plutôt par des criminels cyniques.

Le crime à la fois souligne et accentue la destruction des communautés et en même temps fournit des ressources pour la survie de celles-ci. Étant

donné le nombre important de gens impliqués dans les divers trafics, il est évident que l'économie criminelle délivre des emplois et des biens à des milliers d'individus qui sont exclus socialement. Il ne faut donc pas réduire les activités criminelles à leur simple dimension déviante : elles constituent aussi des activités rationnelles. On peut parler comme Hein Marias de mécanisme adaptif.

Un habitant du *township* de Bonteheuwel témoigne : « On peut pas attendre des familles qu'elles posent trop de questions quand la nourriture est sur la table. » Des vendeurs font régulièrement du porte à porte en proposant des biens volés sans se cacher aucunement. De la même manière, des boutiques d'alcool sans licence ont pignon sur rue. En un mot, l'économie informelle est institutionnalisée.

Elle est de plus valorisée. Du fait que prédomine une vision innovante du crime organisé, les criminels sont vus par beaucoup d'habitants du *township* interrogés comme des *businessmen*. Hein Marias écrit :

« Beaucoup des entreprises criminelles sont exemplaires de l'entreprenariat. Elles réussissent là où les autres échouent. Elles excellent en innovation. »

Même un petit nombre d'économistes libéraux a théorisé, fût-ce de manière controversée, sur le sujet. L'argent lié au crime serait bénéfique pour les pays en transition. Et ce, en raison des dynamiques de marché qu'elle engendrerait.

La seconde dimension sociale de l'élite criminelle des *Cape Flats* est liée à leur rôle de régulation de la vie communautaire. À cet égard, il y a des ressemblances avec les classiques *mafiosi* siciliens qui fonctionnaient comme une forme de gouvernance criminelle dans une région où l'État était faible et inefficace.

Durant l'*apartheid*, l'État s'est focalisé sur la ségrégation. Obnubilé par la sécurité des blancs et l'inféodation des noirs, l'absence d'État-Providence a rendu les *Cape Flats* ingouvernables. En réaction, les habitants se sont auto administrés en créant des cours de justice et des « comités de rue » pour régler les litiges, voire certains crimes.

Bien que des efforts aient été faits par les différents gouvernements depuis 1994, il est évident que l'État n'est toujours pas apte à contrôler les zones les plus pauvres des *Cape Flats*.

C'est dans ce contexte que Stensen parle de « gouvernance par le bas ». L'élite criminelle en structurant la vie communautaire bénéficie du soutien plus ou moins actif des habitants qui ne peuvent cependant que regretter l'absence de pouvoir étatique.

Certains criminels importants adoptèrent des stratégies cyniques durant les élections de 1994. Selon des activistes ANC travaillant dans les *town-*

ships à cette époque, des membres du Parti National travaillaient avec des chefs de gang pour la prospection électorale. Ainsi, beaucoup d'hommes politiques, incluant Nelson Mandela, étaient attaqués par des gangs de rue dans les *township coloured*. Des membres de l'ANC tentèrent d'arranger des rendez-vous secrets afin de rétablir la confiance...

Paradoxalement, l'élite criminelle arrive à maintenir sa « popularité » par des actes de philanthropie. On pense évidemment au cas colombien où Pablo Escobar finançait des universités, des hôpitaux entre autres dans les quartiers pauvres de sa ville. De la même manière, une étude récente de Enrique Arias sur les favelas brésiliens a révélé que les dealers jouaient un rôle social important en offrant notamment nourriture et boisson aux plus pauvres. Dès lors, la communauté les voit comme des héros locaux. Au Cap, certains criminels tels Staggie sont plus flamboyants. Et distribuent des billets depuis leur voiture par exemple. Irvin Kinnes écrit ainsi que :

« L'acte de jeter de l'argent par les fenêtres était un spectacle. Staggie descendait les rues du township et disait aux enfants qu'il allait jeter de l'argent quand il reviendrait. Par conséquent, des centaines de personnes, incluant des adultes sortaient dans les rues. Ils attendaient agglutinés la voiture salvatrice. Puis, couraient autour afin de récupérer de l'argent. De cette manière, le chef de gang lançait jusqu'à 20 000 rands par les fenêtres pour sa communauté. »

Autant de raisons qui laissent penser que le gangstérisme fleurit sur l'absence de l'État-Social. Il forme ainsi comme le disent les sociologues Suzan Strange et Letizia Paoli un véritable « contre-gouvernement ».

CONCLUSION

S'il va de soi que l'on ne naît pas gangster mais qu'on le devient, il n'en reste pas moins qu'il existe une ambiguïté sur le degré de responsabilité des *tsotsis*. Toute cette ambiguïté pourrait reposer sur le concept d'*habitus* bourdieusien. Dans ses « méditations pascaliennes », Bourdieu n'affirmait-il pas qu'il se sentait proche d'un certain jansénisme ?, montrant par là son scepticisme à l'égard de la liberté. Pour autant, on ne tombera pas dans un fatalisme absolu qui ne ferait que déresponsabiliser et finalement déshumaniser les criminels.

En 1972, Laura Nader¹⁰ anthropologue américaine mettait en garde de ne « pas étudier les pauvres et les sans pouvoir : tout ce que vous direz sur eux pourra être retenu contre eux ». On contestera d'une part que les pauvres et les sans pouvoir ont toujours une forme de pouvoir, entendu par Weber, comme la capacité dans une relation à imposer sa volonté. On a

¹⁰. Cité par Bourgois [2001].

voulu ici par ailleurs être plus nuancé en montrant qu'au regard de l'environnement, plus précisément du taux record de criminalité, beaucoup de jeunes sud-africains des *Cape Flats* plus qu'ailleurs sont victimes d'une violence qu'ils reproduisent et dont ils deviennent en définitive des coupables. La « loi de conservation de la violence », élaborée par Durkheim puis réactualisée par Bourdieu, est à relativiser. Même s'il est indéniable que « *l'illusion populiste qui se nourrit aujourd'hui d'une rhétorique simpliste de la « résistance », porte à ignorer un des effets les plus tragiques de la condition des dominés, l'inclination à la violence qu'engendre l'exposition précoce et continue à la violence : il y a une loi de conservation de la violence, et toutes les recherches médicales, sociologiques et psychologiques attestent que le fait d'être soumis à des mauvais traitements dans son enfance [...] est significativement lié à des chances accrues d'exercer à son tour la violence sur les autres (et souvent sur ses propres compagnons d'infortune), à travers crimes, vols, viols, voire attentats, et aussi sur soi-même, avec l'alcoolisme ou la toxicomanie notamment* ». Bien qu'il ressort des études que tous les adolescents d'une même fratrie ne tombent pas uniformément dans la délinquance.

Quant à ceux plongeant dans la spirale d'une criminalité qui tente de se justifier en se parant du voile de la légitimité, tout particulièrement par le biais d'actes philanthropiques, ils bénéficient évidemment de circonstances atténuantes : ambiance familiale délétère, absence du père, prévalence exceptionnelle du sida, violences urbaines, prolifération d'armes à feu, désordres post-traumatiques dont souffrent près d'un enfant sur cinq des *townships*, taux de chômage à 50 % minent la construction de soi. Facteurs qui expliquent que ces jeunes aient besoin de se créer des véritables contre-sociétés structurées sur des rites de passage qui leur permettent de compenser la perte du lien social dont ils sont victimes.

BIBLIOGRAPHIE

BECKER H. (1985), *Outsiders*, Métailié, Paris.

BOURGOIS Ph. (2001), *En quête de respect. Le « crack » à New York*, Seuil, Paris.

DIXON B., JOHNS L. (2001), *Gangs, Pagad and the State: Vigilantism and Revenge Violence in the Western Cape*, Centre for the Study of Violence and Reconciliation, Cape Town.

HESS H. (1973), *Mafia and Mafiosi: the Structure of Power*, Saxon House, Hampshire.

HOBBSAWM E. (2000), *Bandits*, Abacus, London.

KANE-BERMAN J. (1993), *Political Violence in South Africa*, South African Institute of Race Relations, Johannesburg.

PINNOCK D. (1984), *Gangs, Rituals and Rites of Passage*. African Sun Press.

SCHÖNTEICH M. (1999), *Assessing the Crime Fighters: the Ability of the Criminal Justice System to Solve and Prosecute Crime*, Institute for Security Studies, Pretoria.

SHAW M. (1995), *Partners in Crime? Crime, Political Transition and Changing forms of Policing Control*, Research report n° 39, Centre for Policy Studies, Johannesburg.

SHAW M. (1997), *South Africa: Crime in transition*, Institute for Security Studies, Halfway House, Pretoria.

SHAW M. (1998), *Organised Crime in Post-Apartheid South Africa*, Institute for Security Studies, Halfway House, Pretoria.

SMITH D.J. (1995), Youth Crime and Conduct Disorders, in RUTTER M., SMITH D.J. (dir.), *Psychological Disorders in Young People : Time Trends and their Correlates*, Wiley, Chichester, p. 395.

THE PEOPLE OF SOUTH AFRICA POPULATION CENSUS, 1996, CENSUS IN BRIEF (1996), Statistics South Africa, Pretoria, report n° 1:03-01-11.

WEBER M. (1996), *Sociologie des religions*, Gallimard, Paris.